

53344

DISTR: LIMITEE

CEA/MULPOC/NIA/90/XII/44

30 mars 1991

Original:FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC)
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Douzième réunion du Comité d'experts

Niamey, 27-30 mars 1991

PROJET DE RAPPORT

A. ORGANISATION

1. La douzième réunion du Comité d'experts du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) pour l'Afrique de l'Ouest s'est tenue à Niamey du 27 au 30 Mars 1991.

B. PARTICIPATION

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres ci-après : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo.

3. Etaient également représentées les organisations intergouvernementales ci-après : Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), Fonds de solidarité africain (FSA) et Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

C. SEANCE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)

4. La séance d'ouverture a été marquée par les allocutions du Directeur du MULPOC, représentant le Chef du Bureau de la coopération économique de la CEA, empêché, du Secrétaire d'Etat au plan de la République du Niger et du Président du Bureau sortant.

5. Dans son discours, le Directeur du MULPOC , M. B. Akporode Clark, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié le Gouvernement et le peuple nigériens d'avoir bien voulu abriter la série de réunions organisées par la CEA à Niamey. Il a également exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement nigérien pour sa contribution à la mise en place du Centre WADIS.

6. Il a rappelé l'importance du rôle du MULPOC, notamment dans les domaines de l'exécution de projets sous-régionaux, de la promotion de la coopération entre les organisations intergouvernementales (OIG) et de l'assistance technique aux agents d'exécution. Evoquant la Mission d'évaluation des MULPOC, il a informé les participants que la Conférence des ministres de la CEA, réunie à Tripoli en mai 1990, avait approuvé le maintien des MULPOC et recommandé leur renforcement en moyens humains et financiers.

7. Le Directeur du MULPOC a par ailleurs indiqué que certaines études du MULPOC ne pouvaient pas être financées sur le budget ordinaire de l'ONU et qu'il fallait donc recourir au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA). Aussi a-t-il exhorté les Etats membres à s'acquitter de leurs arriérés et à faire des annonces de contribution au FASNUDA.

8. Dans son allocution, le Secrétaire d'Etat au plan de la République du Niger, Mr Douramane Moussa, a souhaité la bienvenue aux participants et a déclaré que la coopération ainsi que l'intégration économique et sociale à travers les groupements sous-régionaux constituaient les moyens les mieux indiqués pour une gestion économique saine. Parlant de la restructuration des MULPOC, il a estimé que ceux-ci ne pouvaient pas fonctionner de manière efficace sous leur

forme ancienne et devraient donc être restructurés et replacés dans le contexte du développement socio-économique de l'Afrique.

9. Il a invité les participants à avoir à l'esprit certains événements qui ont des incidences sur les économies fragiles de la sous-région, notamment l'avènement du Marché unique européen en 1992 et la crise du Golfe.

10. Pour terminer, le Secrétariat d'Etat a présenté le nouveau Directeur du MULPOC, M. Clark B. Okporode, de nationalité nigériane, auquel il a souhaité plein succès dans sa mission. Il a également remercié M. Soumah d'avoir dirigé le MULPOC avec compétence durant la longue période de transition.

11. Dans son allocution, le Président du bureau sortant, M. Abdoulaye Fall, chef de la délégation sénégalaise, a remercié le Gouvernement et le peuple nigériens pour l'accueil chaleureux réservé aux participants. Il a indiqué que les deux dernières années avaient été marquées par un profond marasme lié à l'endettement, à l'exécution des programmes d'ajustement structurel et aux effets pervers de la crise du Golfe.

12. Il a par ailleurs félicité le Directeur et le personnel du MULPOC pour le travail accompli dans un contexte difficile.

COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

13. Les participants ont élu par acclamation le bureau suivant :

- Président : Niger
- Vice-président : Bénin
- 1er Rapporteur : Nigéria
- 2ème Rapporteur : Burkina Faso

Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail (point 3 de l'ordre du jour)

14. Après amendement des projets présentés par le secrétariat, les participants ont adopté l'ordre du jour et le programme de travail ci-après :

Ordre du jour

1. Séance d'ouverture

- (a) Discours de bienvenue du représentant du Gouvernement du Niger
- (b) Allocution du Président de la onzième réunion du comité d'experts, le chef de la délégation sénégalaise
- (c) Allocution du Directeur du Bureau de la coopération économique de la CEA

2. Election du Bureau

3. Adoption de l'Ordre du jour et du Programme de travail

4. Examen détaillé de l'exécution du programme de travail du MULPOC :

PREMIERE PARTIE

Questions, études et rapports sur le support relatif à la formulation des programmes et des projets de développement sous-régionaux en Afrique de l'Ouest.

II. AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE

- (a) Etude d'un programme sous-régional de sécurité alimentaire
- (b) Evaluation des programmes nationaux de sécurité alimentaire et propositions en vue d'une meilleure harmonisation et coordination
- (c) La mise en oeuvre d'espaces céréaliers protégés en Afrique de l'Ouest
- (d) Contraintes infrastructurelles au commerce interrégional des denrées alimentaires
- (e) Situation des systèmes d'alerte rapide des catastrophes avec un accent particulier sur la contribution de la commercialisation et de la distribution des denrées alimentaires et des intrants agricoles
- (f) Evaluation des ressources biologiques communes de la mer
- (g) Atelier sous-régional sur la lutte contre les criquets et les sauteriaux en Afrique de l'Ouest.

III. RESSOURCES NATURELLES

- (a) Un programme d'action relatif à l'inter-connexion des lignes à haute tension à partir des centrales électriques existantes
- (b) "Agir maintenant pour sauvegarder le futur" "Préserver notre héritage pour le futur" "l'Afrique et l'Environnement global" "Environnement africain à l'horizon du 21e siècle"
- (c) Préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement 1992
- (d) Réunion du groupe sous-régional de travail en science et technologie

IV. DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

- (a) La promotion des projets industriels multinationaux dans les domaines des engrais, des pesticides, des équipements et machines agricoles déjà identifiés et susceptibles d'accroître la production alimentaire
- (b) Les progrès réalisés dans le développement des projets industriels multinationaux dans la sous-région
- (c) Les mécanismes de promotion de l'intégration et de la coopération industrielle dans la sous-région

V. COMMERCE ET FINANCES

- (a) Impact des politiques de la libéralisation des prix et des politiques de commercialisation sur le commerce des denrées alimentaires et sur la sécurité alimentaire

- (b) La production et la commercialisation des denrées alimentaires susceptibles d'être échangées dans la sous-région
- (c) Identification des barrières et obstacles dont les barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent les échanges intra-régionaux.
- (d) La stimulation des échanges reposant sur la coopération douanière, les accords de paiements, le commerce de transit et autres questions se rapportant à la simplification du commerce.
- (e) La coopération financière et monétaire au niveau sous-régional.

VI. TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

- (a) Rapport au Conseil des ministres de MULPOC sur le rôle des comités nationaux de coordination dans la formulation et la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie
- (b) Rapport sur les programmes sous-régionaux pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
- (c) La mise en place du projet CEA/Banque mondiale sur le programme de transport pour l'Afrique sub-saharienne
- (d) Les indications sur les facilités potentielles qui existent pour le développement d'une industrie africaine dans le domaine de l'équipement de transport

VIII. INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

8

Les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest

VII. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

- (a) Besoins en formation en matière de planification du développement agricole et d'élaboration des politiques
- (b) Rapport sur l'impact des programmes d'ajustement structurel sur l'emploi et sur les autres aspects de l'environnement socio-économique en Afrique de l'Ouest

TROISIEME PARTIE

Services consultatifs

IX. SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (PADIS)

- (a) Le rapport du comité technique sous-régional pour le PADIS
- (b) Le rapport des activités du PADIS pour la sous-région ouest-africaine en tenant compte de la mise en place du WADIS

X. STATISTIQUES

Rapport aux pays membres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des statistiques.

QUATRIEME PARTIE

9

Promotion et renforcement de la coopération et de l'intégration économiques en Afrique de l'Ouest.

XI. RAPPORTS DES REUNIONS DES COMITES SECTORIELS DE L'ASSOCIATION DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST SUR LES PROGRAMMES ET PROJETS CONJOINTS ET COMPLEMENTAIRES DANS LES DOMAINES:

- de l'agriculture et de l'élevage
- du développement industriel
- du commerce et des finances
- des transports
- de l'énergie
- de l'information et de la formation

XII. RATIONALISATION DES EFFORTS D'INTEGRATION DANS LA SOUS-REGION

XIII. ETUDE RELATIVE AUX FACTEURS POLITIQUES ET SOCIO-CULTURELS DANS LE PROCESSUS DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST.

XIV. REORGANISATION DU MULPOC: SUIVI DU RAPPORT DE MISSION D'EVALUATION DES MULPOC EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT.

CINQUIEME PARTIE

Programme de travail et priorités du MULPOC

XV. RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES PRIORITES POUR L'ANNEE 1988-1989.

XVI. ETAT D'AVANCEMENT DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES PRIORITES POUR 1990-1991.

XVII. RAPPORT DE LA DEUXIÈME REUNION DU COMITE SUIVI-EVALUATION DU MULPOC

XVIII. PROPOSITIONS DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES PRIORITES POUR LA PERIODE BIENNALE 1992-1993

XIX. SERVICES CONSULTATIFS MULTIDISCIPLINAIRES DE LA CEA.

XX. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

XXI. SERVICES CONSULTATIFS MULTIDISCIPLINAIRES DE LA CEA

5. Préparation des prochaines réunions
6. Questions diverses
7. Date et lieu de la prochaine réunion
8. Examen et adoption du rapport de la réunion
9. Séance de clôture
 - (a) Motion de remerciement
 - (b) Communiqué final

(c) Observations du Directeur du Bureau de la coopération économique
de la CEA

(d) Discours du Président de la réunion

(e) Discours de clôture du représentant du Gouvernement nigérien.

Programme de travail

Mardi 26 mars 1991

16 heures

Inscription des participants

(Palais des Congrès)

Mercredi 27 mars 1991

8 h 30

Réunion des chefs de délégation

(salle de Commission n° 4 du Palais
des Congrès)

9 heures - 13 heures :

Début de l'examen des rapports
techniques

16 heures :

Ouverture officielle de la douzième
réunion du Comité d'experts

17 heures - 19 heures

Suite de l'examen des rapports
techniques

Jeudi 28 mars 1991

12

9 heures - 13 heures :

Suite de l'examen des rapports
techniques

16 heures - 19 heures :

Suite de l'examen des rapports
techniques

Vendredi 29 mars 1991

9 heures - 13 heures :

Suite et fin de l'examen des rapports
techniques

Samedi 30 mars 1991

9 heures

Examen du projet de rapport

Midi

Cérémonie de clôture

Examen détaillé de l'exécution du programme de travail du MULPOC
(point 4 de l'ordre du jour)

I. Etude annuelle des conditions économiques et sociales de la sous-région
de l'Afrique de l'Ouest et perspectives pour 1991 - 1992

15. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/4/Rev.1, le secrétariat a rappelé les profonds bouleversements qui ont aggravé le marasme économique dans la sous-région, notamment la crise du Golfe. Il a par ailleurs noté une légère amélioration de la situation alimentaire, mais en revanche une baisse de la production industrielle, sauf pour le Niger^{et} et le Ghana.

16. ^{En} ~~On~~ matière de politique économique dans la sous-région, la quasi-totalité des pays exécutent des programmes d'ajustement structurel. Cependant, les perspectives pour 1991-1992 sont sombres en raison des politiques adoptées dans le cadre de ces programmes.

17. En conclusion, le secrétariat a recommandé l'organisation en 1991-1992 d'une réunion d'experts des Etats de l'Afrique de l'Ouest pour prendre les mesures qui s'imposent face aux incidences de la restructuration de l'Europe sur les économies de la sous-région.

18. Au cours des débats qui ont suivi, de nombreuses interventions ont porté sur les effets pervers des programmes d'ajustement structurel, notamment dans le domaine social. A cet égard, les experts ont recommandé l'application des mesures préconisées dans le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS), établi par la CEA.

19. Les participants ont par ailleurs insisté sur la nécessité pour les pays de la sous-région de compter sur leurs propres moyens et de conjuguer leurs efforts en vue de réaliser l'autosuffisance collective.

II AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE

b) La mise en oeuvre d'espaces céréaliers protégés en Afrique

20. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/8, le secrétariat a posé le problème des importations massives qui entraînent des distorsions sur les marchés céréaliers de la sous-région. Il a par conséquent insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre un mécanisme de protection de la production céréalière sous-régionale et de réorganiser les marchés en tenant compte des avantages comparatifs. Pour ce faire, il a proposé la manipulation des taux de change pour les pays n'appartenant pas à l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) et/ou la protection tarifaire, dont l'application devra être progressive.

21. Le bon fonctionnement des espaces céréaliers protégés dépend de l'harmonisation des politiques monétaires, lesquelles devraient inclure des mécanismes de compensation, à l'image de l'Europe verte. Cependant, la constitution d'espaces céréaliers ne devrait pas être considérée comme une solution miracle qui permettrait d'effacer tous les conflits d'intérêt entre les Etats, les commerçants, les producteurs et les consommateurs.

22. Au cours du débat qui a suivi, les interventions ont essentiellement porté sur la nécessité d'harmoniser les politiques agricoles, d'organiser des marchés céréaliers sous-régionaux et d'envisager des mécanismes d'intégration par filière, ainsi que d'inciter la population à consommer les produits locaux.

- f) Atelier sous-régional sur la lutte contre les criquets et les sauteriaux en Afrique de l'Ouest

23. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/36, le secrétariat a indiqué que les participants à cet atelier, tout en notant une situation acridienne calme dans la sous-région, ont préconisé la prudence en raison du caractère imprévisible des invasions de criquets. Parmi les principales recommandations issues de cet atelier, figurent le renforcement de la surveillance de l'activité acridienne et des conditions écologiques ainsi que la formulation par l'OCLALAV, en collaboration avec la FAO et le CEA, d'un projet sous-régional pour la mise en place d'une banque de pesticides.

24. Les participants ont pris acte du rapport

III. RESSOURCES NATURELLES

- a) Programme d'action relatif à l'intégration des lignes à haute tension à partir des centrales électriques existantes

25. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/14, le secrétariat a rappelé l'importance du rôle du secteur de l'énergie dans le développement économique. Il a souligné la volonté politique et la solidarité agissante des Etats africains, en particulier dans l'intensification de l'interconnexion de réseaux électriques entre les pays.

26. Concernant ce secteur, il a informé les participants des activités relative à la préparation des études de pré faisabilité et de faisabilité en vue de promouvoir une coopération multinationale dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques des pays de l'Afrique de l'Ouest.

27. Il a indiqué que la BAD et l'UPDEA avaient élaboré deux études de faisabilité. La première concerne la région A qui couvre le Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Togo ; la deuxième est relative à la région B qui est constituée par le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Mali et la Sierra-Leone. Concernant la région C, qui regroupe la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal et deux organisations intergouvernementales (OMVG et OMVS), un appel d'offres international pour la préparation des études de préfactibilité et de faisabilité a été lancé. La CEDEAO participe au financement des études.

28. Le Comité d'experts a pris acte du document.

b) Réunion du groupe sous-régional de travail en science et en technologie

29. Un représentant de la CEA a donné un compte rendu de la 9ème réunion du groupe, tenue à Niamey du 21 au 23 mars 1991. Le groupe a passé en revue les activités en science et technologie dans la sous-région au cours des ces dernières années et adopté un projet à caractère sous-régional intitulé : Séminaire de Formation sur la valorisation des résultats de recherche dans le domaine agro-alimentaire en Afrique de l'Ouest. Le groupe a aussi adopté un

certain nombre de recommandations et un programme de travail pour 1991-1992 destinés à renforcer la coopération et l'intégration des politiques scientifiques et technologiques sous-régionales.

30. Le Comité a pris acte du rapport.

IV DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

a) Promotion des projets industriels multinationaux dans les domaines des engrais , des pesticides, des équipements et machines agricoles déjà identifiés et susceptibles d'accroître la production alimentaire

31. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/9, le secrétariat a rappelé les projets sélectionnés dans les domaines des fertilisants, des pesticides et des machines et matériels agricoles et a évalué leur état d'avancement dans le contexte sous-régional. Il a ensuite parlé des problèmes que rencontrent les industries de production d'intrants agricoles installées dans la sous-région.

32. Il a souligné, dans le cas des projets de fabrication d'outillages agricoles, la nécessité d'une consultation entre les pays et organisations intergouvernementales concernés pour examiner les études réalisées en vue de leur harmonisation et de leur promotion dans la complémentarité.

33. Concernant les unités de production d'engrais existant dans la sous-région, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération sous-régionale

dans le cadre de l'optimisation des capacités installées des unités de production d'intermédiaires de base et des unités de formulation d'engrais.

34. Pour conclure, le secrétariat a souligné que seule une coopération franche entre les pays pouvait favoriser l'élargissement du marché, l'élimination du double emploi dans la fabrication des outils, l'utilisation rationnelle des institutions de formation existantes, l'échange d'informations relatives aux produits fabriqués et aux compétences disponibles dans la sous-région.

35. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont insisté sur la nécessité d'une coopération franche au niveau de la sous-région en vue de la réalisation de projets communautaires. Il a été également signalé que les productions et les problèmes des unités installées dans la sous-région ne sont pas suffisamment connus au niveau des Etats.

36. Les participants ont invité le secrétariat à axer ses efforts sur la formulation de propositions concrètes pour redynamiser la coopération sous-régionale et à étudier les possibilités de réussite de projets sous-régionaux.

V. COMMERCE ET FINANCES

- a) La libéralisation des échanges et la facilitation du commerce au sein de la CEDEAO

37. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/10/E/ECA/TRADE/91/2, le secrétariat a indiqué qu'en dépit de l'existence de plusieurs institutions sous-régionales et du potentiel d'échanges offert par la région, le niveau du commerce intra-africain demeurerait très faible. C'est la raison pour laquelle la CEDEAO a présenté une plateforme ouvrant la voie à la libéralisation des échanges entre ses pays membres. A cet égard, il est prévu une libéralisation intégrale et immédiate de la commercialisation des produits du crû et une libéralisation totale mais progressive des échanges de biens industriels.

38. Parmi les recommandations proposées, figurent la nécessité de redéfinir le rôle des institutions monétaires et financières, la mise en place d'infrastructures adéquates de transport et de communication, la mise en oeuvre de mesures et de politiques tendant à changer le caractère extraverti des économies des Etats membres, enfin, l'établissement d'un système d'information fiable sur les marchés de différents produits.

39. Le Comité a pris acte du document.

b) La production et la commercialisation des denrées alimentaires
susceptibles d'être échangées dans la sous-région.

40. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/18, le secrétariat a informé les experts que cette étude complétait une autre étude réalisée dans le cadre du programme de travail du MULPOC pour la période biennale 1988-1989. Il a, sur la base des résultats de l'étude, donné aux participants un aperçu du grand potentiel d'échanges que recèle la sous-région. A cet effet, il a indiqué que les

politiques agricoles mises en place par les Etats doivent contribuer à l'amélioration de la production vivrière aussi bien quantitativement que qualitativement.

41. Il a, concernant le volet commercialisation, indiqué que l'étude avait conclu à la nécessité de développer en même temps les services d'appui tels que les transports et les communications ou le financement des exportations.

42. Au cours des débats qui ont suivi, les experts ont relevé que l'ajustement structurel avait des effets pervers sur la production alimentaire. Ils ont donc conclu à la nécessité pour les Etats d'accroître leur pouvoir de négociation face aux institutions de Bretton Woods en vue de défendre ce secteur prioritaire. Concrètement, il a été suggéré que la subvention des intrants et matériels agricoles soit rétablie par les Etats et que leur distribution soit rationalisée.

Les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest.

43. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/7, le secrétariat a rappelé que dans la sous-région les femmes apportaient une contribution déterminante en matière de développement rural. Citant quelques chiffres du rapport, il a mis en évidence le rôle crucial joué par les femmes dans la production et la commercialisation des denrées alimentaires.

44. Il a résumé les recommandations issues du rapport, parmi lesquelles figurent en bonne place la promotion des femmes à des postes de responsabilité, l'accès à la formation scientifique et technique et l'octroi de crédits.

45. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont insisté sur la nécessité d'élaborer une stratégie d'amélioration du rôle de la femme tout en mettant en garde contre une singularisation des problèmes de la femme, qui risquerait d'aboutir à une situation de discrimination.

a) Besoins en formation en matière de planification du développement agricole et d'élaboration des politiques

46. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/12, le secrétariat a souligné la nécessité de planifier le développement agricole et d'élaborer des politiques appropriées. A cet effet, il convient de reconnaître l'importance que revêt la mise en valeur des ressources humaines, qui devrait tendre vers une nouvelle vision de la formation, c'est-à-dire permettant de disposer de cadres capables de répondre au défi du développement agricole.

47. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont estimé que la formation agricole était indispensable à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire mais qu'il fallait d'abord résoudre le cas des diplômés en chômage avant d'envisager d'autres programmes de formation. Ils ont, en outre, recommandé une meilleure utilisation des établissements de formation existants et ont insisté sur la nécessité d'une adéquation entre les structures en place et les besoins en formation.

b) L'impact des programmes d'ajustement structurels sur l'emploi et sur les autres aspects de l'environnement socio-économique en Afrique de l'Ouest

48. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/12, le secrétariat a indiqué que l'évaluation des programmes d'ajustement structurel après une décennie d'application montrait que les résultats obtenus par ces programmes n'étaient pas à la hauteur des sacrifices consentis. Au contraire, de graves problèmes sociaux se sont fait jour, d'abord au niveau de l'emploi; mais par la suite, c'est toute

la structure socio-économique des pays qui était affectée par d'autres aspects des programmes d'ajustement structurel, dont la politique de recouvrement des coûts, la compression ou le blocage des salaires, etc..

49. Ces mesures sont de nature à freiner le progrès social défini en termes d'espérance de vie, d'alphabétisation des adultes et de PNB ajusté en fonction du pouvoir d'achat. A cet égard, l'étude a diagnostiqué le cas du Niger, montré les conséquences probables qu'on pouvait en attendre et préconisé les mesures qui s'imposent.

50. En ce qui concerne l'emploi, sa détérioration a commencé seulement en 1984, début de l'application des programmes d'ajustement structurel, alors que ce pays était déjà en crise économique depuis 1981.

51. En ce qui concerne la santé et l'éducation, la politique qui consiste à faire supporter par les usagers le coût réel et intégral de ces services publics de première nécessité n'a pas atteint son objectif. Elle a en revanche entraîné une détérioration des infrastructures, une réduction de la couverture sanitaire et du taux de scolarisation à cause du coût relativement élevé pour les usagers.

52. En conclusion, le secrétariat s'est demandé si tant de sacrifices pourront à long terme être compensés par une croissance économique conséquente. Cela était peu probable car le facteur humain, si essentiel dans l'économie, s'en trouverait affecté.

53. Au cours du débat qui a suivi, certains participants ont regretté que l'étude n'ait pas insisté sur la genèse des programmes d'ajustement structurel ni sur la mauvaise gestion de ces programmes. Ils ont indiqué que c'étaient des difficultés réelles qui avaient amené les pays à prendre contact avec les institutions de Bretton Woods. Un participant a fait remarquer que dans son pays certains frais scolaires avaient toujours été payés par les familles avant l'avènement des programmes d'ajustement structurel. Un autre a affirmé que ces programmes étaient aujourd'hui une réussite et qu'ils avaient certains côtés positifs.

54. Le représentant du secrétariat a remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'étude en l'enrichissant de critiques constructives. Il a cependant remarqué que plusieurs questions concernant les programmes d'ajustement structurel n'avaient pas été reprises dans le document car elles étaient déjà exposées dans les documents préparés antérieurement. Il a terminé en expliquant l'agencement de certaines parties du rapport.

55. Le Comité a pris acte du rapport.

TROISIEME PARTIE

SERVICES CONSULTATIFS

IX. SYSTEME PANAFRICAIN D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (PADIS)

a) Rapport de la deuxième réunion du Comité Technique sous-régional du PADIS pour l'Afrique de l'Ouest.

56. Le secrétariat a présenté le rapport de la réunion du Comité Technique sous-régional du PADIS, qui s'est tenue les 26 et 27 mars 1991 à Niamey. Le rapport a souligné les problèmes de démarrage de WADIS, qui sont liés à l'accord de siège, et la volonté du Gouvernement nigérien de maintenir le WADIS à Niamey. A cet effet, le Gouvernement nigérien a recruté deux Volontaires des Nations Unies (un informaticien et un agro-économiste) pour le démarrage du WADIS et a mis à la disposition du PNUD un bâtiment devant abriter le WADIS.

57. Au cours du débat qui a suivi, le Comité des experts s'est félicité des activités du PADIS dans la sous-région et a souligné que la mise en place du WADIS permettrait de combler le vide en matière d'information dans la sous-région. Aussi a-t-il insisté sur l'impérieuse nécessité de rendre le WADIS opérationnel. Après les informations données par le secrétariat sur les actions en cours concernant la mise en place du WADIS, le Comité des experts a décidé ce qui suit :

- Le MULPOC devra poursuivre les négociations avec le Gouvernement nigérien pour l'octroi de personnel supplémentaire, notamment un spécialiste de haut niveau de l'information et de la documentation, un opérateur de saisie et un documentaliste ;

- Le MULPOC et le PNUD devront aménager les locaux appropriés destinés au WADIS pour une installation rapide du matériel informatique ; et

- Le MULPOC, en collaboration avec le PNUD, devra doter le WADIS d'un budget de fonctionnement permettant son démarrage dans les meilleurs délais.

b) Rapport sur l'exécution des activités du PADIS dans la sous-région.

58. Le secrétariat a présenté les activités entreprises par le PADIS dans la sous-région en matière de formation, de missions d'assistance technique, de diffusion selective de l'information et de coopération avec les centres institutionnels participants ainsi que les investissements réalisés pour la création et le démarrage effectif du Système ouest-africain d'information pour le développement (WADIS). En outre, le représentant du PADIS a présenté d'une façon détaillée le rôle des centres sous-régionaux ainsi que les problèmes auxquels est confronté le WADIS et a proposé des solutions pour la mise en place du WADIS.

X. STATISTIQUE

Rapport aux Etats membres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la statistique

59. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/XII/25, le secrétariat a souligné que l'assistance fournie par la CEA dans le domaine de la statistique s'inscrivait dans le cadre des services consultatifs en statistiques démographiques et du Projet de développement statistique. Il a indiqué que l'appui apporté aux différents pays portait sur les domaines suivants : recensements de la population et de l'habitat, état civil, enquêtes démographiques et économiques, comptabilité nationale et formation. Plus de 45 missions ont été nécessaires, couvrant la quasi-totalité des pays de la sous-région.

60. Au cours des débats, un représentant a de nouveau remercié la CEA et le MULPOC de Niamey pour l'assistance apportée à son pays lors de la préparation et de l'exécution du recensement général de la population et de l'habitat, permettant ainsi de renforcer les capacités nationales dans ce domaine. Il a souhaité que cette assistance se poursuive au moment de l'exploitation et de l'analyse des données. Un autre représentant a demandé si les requêtes d'assistance pouvaient être adressées à la CEA dans le cadre du développement des activités de statistique et de planification.

61. Le secrétariat a indiqué que la CEA était à tout moment disposée à fournir, sur demande, une assistance dans les domaines de la statistique et de la planification.

QUATRIEME PARTIE

XI. ~~RAPPORT DES COMITES SECTORIELS~~

62. Présentant ce point, le représentant de l'OMVS a indiqué que conformément aux décisions de la Conférence des responsables de l'Association des OIG, à sa quatrième réunion tenue à Dakar en février 1989, un certain nombre d'activités avaient été réalisées sous l'égide de l'Association.

63. Il a notamment souligné les activités ci-après:

- Réunion du Comité suivi-évaluation à Niamey les 26 et 27 mars 1990, au cours de laquelle les experts ont élaboré le règlement intérieur dudit Comité et demandé que certaines actions soient rapidement entreprises, notamment l'élaboration du statut du Comité énergie, la réalisation des études visant l'harmonisation des programmes de travail des différents comités, le paiement des contributions, la mise à jour du répertoire, la publication du Bulletin de liaison et la finalisation de l'étude sur la rationalisation des efforts d'intégration.

- Guagadougou*
- Tenue à ~~Niamey~~ du 19 au 24 novembre 1990 des réunions des comités sectoriels, dont les principales décisions sont résumées dans les paragraphes qui suivent.

64. Le Comité Formation/Information a souligné la nécessité de relancer ses activités et a décidé d'effectuer une étude sur l'harmonisation des programmes de travail dans ce domaine.

65. En ce qui concerne le Comité Agriculture/élevage/eau, l'accent a été également mis sur sa redynamisation et sur la nécessité de recruter deux experts pour la réalisation de l'étude d'harmonisation des programmes.

66. S'agissant du Comité de coordination des transports, il a été décidé de l'intégrer dans le groupe sous-régional de l'Afrique de l'Ouest pour la Décennie des transports.

67. Pour ce qui est du Comité commerce/finances, les experts ont recommandé, outre la réalisation de l'étude sur l'harmonisation des programmes de travail, une plus grande concertation entre les communautés.

68. S'agissant du Comité du développement industriel, les experts ont décidé de suspendre l'enquête industrielle et mis l'accent sur la nécessité d'organiser une concertation avant la tenue de la réunion des experts du programme de la DDIA. Ils ont par ailleurs décidé de célébrer la Journée d'industrialisation.

69. Enfin, le Comité énergie a adopté ses statuts et demandé une harmonisation des activités, tout en recommandant de suspendre toutes les études.

70. Il convient de signaler que le Comité des experts a, à sa cinquième réunion, décidé la création d'un comité des bassins fluviaux et lacustres et pris bonne note de l'intégration dans le programme du MULPOC, de certaines études et de l'édition du bulletin de liaison. Il s'est rejoui de la parution du repertoire et donné des instructions au MULPOC pour en améliorer la présentation.

XII. RATIONALISATION DES EFFORTS D'INTEGRATION ECONOMIQUE DANS LA SOUS-REGION

71. Le secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/NIA/90/XII/26 intitulé "Rationalisation des efforts d'intégration dans la sous-région". Il a passé en revue les études qui avaient été effectuées dans ce domaine, dont les propositions visant à renforcer l'intégration économique en Afrique de l'Ouest et les propositions pour la rationalisation des efforts d'intégration en Afrique de l'Ouest. La nécessité de rationaliser les activités des organisations intergouvernementales se justifiait par le principe de la création d'un groupement économique plus vaste, conformément aux décisions prises par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de la CEDEAO. A cet égard, le document soulignait qu'il était nécessaire de créer des structures et des mécanismes juridiques chargés de veiller à l'application des décisions prises.

XIII. ETUDE RELATIVE AUX FACTEURS POLITIQUES ET SOCIO-CULTURELS DANS LE
PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

72. Le secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/NIA/90/XII/20 intitulé "Etude relative aux facteurs politiques et socio-culturels de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest" qui montrait que, même si certains de ces facteurs avaient été des obstacles, ils pouvaient encore être transformés en facteurs favorables à l'intégration économique de la sous-région. En outre, on a fait valoir que les véritables grands problèmes de cette intégration résidaient dans l'absence de volonté politique et dans le souci de préserver la souveraineté nationale. En dernier lieu, le document indiquait un certain nombre de conditions préalables nécessaires à l'intensification de la coopération économique dans la sous-région.

73. Le débat qui a suivi a porté sur les deux documents. On a souligné que l'existence d'un nombre pléthorique d'organisations intergouvernementales révélait l'absence d'orientation dans la sous-région. On a donc insisté sur la nécessité d'une rationalisation, non seulement dans le but d'intensifier l'intégration économique mais aussi pour que les efforts soient axés sur la mise en valeur des ressources. En outre, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de créer au niveau national des structures chargées de veiller à l'application des décisions prises dans les diverses instances.

74. Les participants ont également fait valoir que le facteur politique constituait un obstacle pour la coopération économique en Afrique de l'Ouest. Pour résoudre certaines de ces difficultés, ils ont souligné qu'il était

nécessaire de faire connaître les avantages et les coûts des efforts de coopération, si les pays doivent consentir des sacrifices pour promouvoir les programmes d'intégration. En dernier lieu, les participants ont fait observer que l'étude aurait dû faire ressortir les problèmes et les stratégies permettant de les résoudre.

XIV. REORGANISATION DU MULPOC: SUIVI DU RAPPORT DE LA MISSION D'EVALUATION DES MULPOC EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT

75. Le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/29 a été présenté par le secrétariat qui a rappelé la résolution et le mémorandum adoptés par la Conférence des ministres de la CEA, à sa réunion tenue à Tripoli en mai 1990. Cette Conférence avait pris note du rapport d'évaluation établi par un groupe de consultants et fait siennes les conclusions, dont les plus importantes étaient que les objectifs qui avaient motivé la création des MULPOC étaient encore plus valables aujourd'hui. De même, la Conférence avait proposé que le MULPOC rende compte désormais directement à la Conférence des ministres de la CEA par l'intermédiaire du comité intergouvernemental d'experts qui sera chargé de superviser les activités du MULPOC.

76. Le secrétariat a insisté sur le fait que la Conférence avait surtout recommandé que les MULPOC soient dotés d'un effectif de base qui leur permette d'atteindre leur objectif. Aussi, le MULPOC de Niamey, en raison de l'importance du secteur agricole dans cette sous - région, va être renforcé par un agronome économiste de très haut niveau pour 1992-1993. Les autres MULPOC vont être

renforcés grâce au recrutement d'experts spécialisés dans les priorités de ces sous-régions.

77. Le secrétariat a rappelé les aspects des programmes justifiant le renforcement des effectifs des MULPOC, tels qu'ils ont été définis dans la note présentée à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Dans cette note, il est précisé que c'est suite à une mission d'évaluation qu'il est apparu que les études des économistes actuels des MULPOC avaient un impact très limité car ce personnel n'était pas en mesure de traiter les questions techniques de manière approfondie. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de doter les MULPOC de personnel spécialisé dans les domaines et secteurs prioritaires.

78. Il a ajouté que les besoins supplémentaires des MULPOC seraient en partie couverts par le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR - CEA).

79. Il a abordé d'autres points de procédure soulevés par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et relatifs à l'application de la décision de l'Assemblée générale, dont certains trouveront leur solution à la prochaine réunion de la Conférence des ministres de la CEA. Il a enfin informé le comité que l'Assemblée générale des Nations Unies avait entériné la résolution du Conseil des ministres de la CEA et demandé que les huit postes de la catégorie des administrateurs et les 10 postes des services généraux proposés soient inscrits au budget-programme 1992-1993.

XV. RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL
POUR LA PERIODE BIENNALE 1988 - 1989

80. Le secrétariat a présenté le rapport CEA/MULPOC/NIA/90/XII/2 sur la mise en oeuvre du programme de travail et des priorités du MULPOC pour la période biennale 1988-1989, comprenant le programme du travail des organes de tutelle et celui des OIG.

81. Il a indiqué qu'en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme de travail pour les Etats, le taux d'exécution était de 80 %. Cependant, plusieurs études demandées par les organes de tutelle n'avaient pas pu être maintenues dans ce programme pour des raisons financières. Ces études auraient pu être financées grâce à des fonds extra-budgétaires; aussi a-t-il exhorté les Etats membres à verser leurs arriérés de contribution et à participer à la prochaine conférence d'annonce de contributions au FASNUDA en mai 1991. C'est essentiellement grâce à ce Fonds que certaines activités du MULPOC étaient financées.

1990-

82. Le Comité a pris acte du rapport.

XVI RAPPORT DU COMITE SUIVI-EVALUATION DU MULPOC DE NIAMEY

83. Présentant le document ECA/MULPOC/NIA/90/XII/3, le Président de la deuxième réunion du Comité suivi-évaluation a informé les experts qu'au cours de cette réunion tenue les 28 et 29 mars 1990, ^{à Niamey} le Comité avait passé en revue l'état d'exécution du programme de travail du MULPOC et des divisions organiques de la

CEA. Il a à cet égard indiqué que le MULPOC avait exécuté 75 % de son programme de travail.

84. Les experts ont pris acte du rapport, tout en se félicitant du travail accompli par le MULPOC.

XVII. MESURES VISANT A RENFORCER LE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE
ENTRE LES SOUS REGIONS DU CONTINENT AFRICAIN

85. Au titre de ce point, le secrétariat a présenté le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/43. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont demandé des précisions concernant la rivalité entre organisations sous-régionales mentionnée au paragraphe 81. Le secrétariat a répondu que cette rivalité se manifestait par une absence de coopération entre des organisations exécutant des activités plus ou moins identiques.

86. Après d'autres observations, notamment d'ordre rédactionnel, le Comité a demandé à la CEA d'indiquer clairement aux pays africains les stratégies à adopter et les principales étapes à suivre pour arriver à une meilleure intégration économique.

XVIII. ETAT D'AVANCEMENT DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 1990-1991

87. Le secrétariat, en présentant le rapport CEA/MULPOC/NIA/90/XII/33, a indiqué que ce rapport rendait compte de l'exécution du programme de travail pour la seule année 1990.

88. L'exécution du programme de travail pour la première année a posé beaucoup de problèmes au secrétariat, amputé du directeur et du traducteur. Le taux de réalisation à ce stade est de 60 %, ce qui est de bon augure pour le reste de la période biennale.

89. Au cours du débat qui a suivi, le représentant du Nigéria a invité les Etats qui le peuvent à aider le MULPOC en détachant un ou plusieurs fonctionnaires nationaux à Niamey pour participer à l'exécution de son programme de travail. Son pays ne pouvait malheureusement pas le faire en raison d'une pénurie de cadres.

90. Le Comité a pris acte du rapport.

XIX. PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES DU MULPOC DE NIAMEY POUR LA PERIODE BIENNALE 1992 - 1993

91. Présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/30, le secrétariat a passé en revue les différentes activités du MULPOC de Niamey et apporté des précisions sur certains points.

92. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont exprimé le voeu de voir les activités du MULPOC déboucher sur des actions concrètes. Ils ont donc

adopté le projet de programme de travail après l'avoir examiné point par point et amendé.

XX. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

93. En présentant le document CEA/MULPOC/NIA/90/XII/41, le secrétariat a indiqué que le FASNUDA devait être replacé dans le cadre du renforcement de la capacité opérationnelle du MULPOC. Il a aussi précisé que les études techniques et économiques du MULPOC financées à partir de ce Fonds, étaient susceptibles de bénéficier du concours de cadres nationaux. Il a, par ailleurs, précisé que si les contributions des Etats pouvaient retrouver leur niveau de 1977, des études stratégiques pourraient être exécutées avec la participation d'experts des Etats membres.

94. Pour terminer, il a demandé aux représentants de sensibiliser les autorités compétentes de leur pays à la nécessité de contribuer au FASNUDA.

XXI. SERVICES CONSULTATIFS MULTIDISCIPLINAIRES DE LA CEA

95. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté les services offerts par le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA. Il a informé les participants que les conseillers régionaux multidisciplinaires de la CEA peuvent assister les groupements économiques et les

Etats de la sous-région dans les différents secteurs du développement en vue de l'identification et de la formulation de projets.

96. Il a indiqué aux participants que l'assistance du Groupe multidisciplinaire des conseillers de la CEA pouvait être obtenue par les Etats et les OIG en adressant une demande directement à la CEA ou par l'intermédiaire du MULPOC.

Préparation des prochaines réunions de la CEA (point 5 de l'ordre du jour)

97. Les participants ont été informés des dates des prochaines réunions de la CEA :

- Comité technique préparatoire plénier : 29 Avril - 7 Mai 1991
- Conférence des Ministres : 9 - 13 Mai 1991.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

98. Le représentant de l'IDEP a informé le comité que cette institution était en cours de restructuration. Compte tenu de l'importance des ressources humaines pour le développement économique, il a exhorté les Etats à verser leurs contributions. Il a ajouté que l'IDEP souhaiterait recevoir des observations et des propositions concernant sa restructuration.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 7 de l'ordre du jour)

99. Le représentant de la Mauritanie a réitéré l'invitation de son pays au comité des experts du MULPOC pour qu'il tienne sa treizième réunion à Nouakchott en 1993. Cette proposition a été acceptée par acclamation.

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

BENIN

Mr Ahovansou AMANON
Conseiller Technique
BP.342
M.P.S Cotonou

BURKINA FASO

Mr Bambara DANIEL
Ministère du Plan et de la Coopération
BP 396
Ouagadougou

COTE D'IVOIRE

Mr Kouassi Kouame J. BAPTISTE
sous directeur
Direction de la Planification et du Développement régional
Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de
l'Economie, des Finances, du Commerce et du Plan
BP 236 - Abidjan

GUINEE

Mr TAMBOURA oumar
Directeur adjoint - Division des Nations Unies
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
Conakry

MAURITANIE

Mohamadou Youssof DIAGNONA,
Responsable Sectoriel
Développement Rural au Ministère du Plan
BP 238
Nouakchott.

NIGER

Mr Issaka HACHIMOU
Direction de l'environnement
B.P. 578
Tel : 73.33.29
Niamey

ABDOUSALE Abdoulahi

Chef Division réformes du secteur rural
MDAEP/MP
BP 862
Niamey

Abba Fadai ABDOU KOUKOU

Directeur commerce extérieur et promotion
des exportations
MPE/DCE/PE
BP 480
Niamey

NIGER
HAROUNA Seyni
Direction des Organisations et
Conférences Internationales/MAE/C
BP 396
Niamey

Garba GADO
Chef Service Programmation
Ministère du Plan
BP 862
Niamey

NIGERIA
MM Lawal BABATUNDE
Senior Planning Officer
Federal Ministry of Budget
and Planning
Ikoyi Lagos

OLANIYAN ISIAIAH
Deputy Director of Planning
Federal Ministry of Budget
and Planning
Ikoyi Lagos

ETTA C.N.
Chief Finance Officer
Federal Ministry of
Finance and Economic Development
Ikoyi Lagos

SENEGAL
MM DIOUF Mamadou
Conseiller Technique
Ministry du Developement
Rural et de l'Hydraulique
Dakar

FALL Abdoulaye
Directeur adjoint de la Planification
B.P. 4010
Ministère de L'Economie des Finances et du Plan
Dakar

TOGO
Jonoo COMLAVI.
Ministère du Plan
BP 1667
Lomé

B.C.E.A.O
Mr GAGERE Oumarou
Sous-Directeur
B.P 487
Niamey

B.O.A.D
MM Hassane Seyni GANDA
B.P. 1172, Ingénieur Agronomie
Lomé, Togo

Fayama ANDRE SOUNGALO
Chargé de Coopération
B.P. 1172
Lomé, Togo

C.E.A.O
MM Mohamed Lamine OULD EL JAILANI
Secrétaire Général adjoint
B.P. 743
Ouagadougou

YAO Komissa
Directeur Echanges Commerciaux
B.P 643
Ouagadougou

CILSS
Mr THIAM Amadou
B.P 7049
Ouagadougou

FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE
Noudjialta ALLASRA
Analyste de Projets
B.P. 382
Niamey, Niger

Mlle SIDIBE Rahamata
Juriste
B.P 383
Niamey, Niger

IDEP
FAKHFACH TAOUFIK
Ched Adma conférence
BP 3186
Dakar

O.M.V.S
Mr WANE Mamadou
Chef service Communication
Dakar

SECRETARIAT

MM. SANGARE Louis
B. AKPORODE Clark
Henry G. SOUMAH
Samuel A. OCHOLA
Hamady SOW
Ibrahima BARRY
Zadi URBAIN
G.K. WANG
S.K. IMBAMBA
G.G. ABATI
Prof S.K.B. ASSANTE
Hailelul TEBICKE
HAMEL Jacques
Makane FAYE
V.V. BOBROV Valéry
GUEYE Aïssatou
Christophe BANDAOGO
COSTAS V. Vernicos
Abdoulaye CAMARA